

# Les « budgets genre »<sup>1</sup>

*Patricia Alexander et Sally Baden*

*in: BRIDGE, en collaboration avec GTZ (Coopération technique allemande), février 2000*

*Traduit par Emmanuelle Chauvet*

Version française publiée dans : Jeanne Bisilliat et Christine Verschuur, 2002, Genre et économie : un premier éclairage, Cahiers genre et développement, No.2, EFI-afed, L'Harmattan, Genève – Paris

## **Budgets, genre**

Les budgets genre, les budgets “ intégrant une perspective genre ” ou les “ budgets pour les femmes ”, font référence à divers processus et outils qui tentent d'évaluer l'impact des budgets gouvernementaux, essentiellement au niveau national, sur différents groupes d'hommes et de femmes en tenant compte des façons dont les relations de genre sous-tendent la société et l'économie. Les initiatives de budgets genre ou de budgets pour les femmes ne sont pas des budgets séparés à destination des femmes. Elles incluent l'analyse des dépenses affectées aux questions de genre (par exemple des programmes spécifiques pour les femmes); elles décomposent l'impact selon le genre des dépenses générales dans tous les secteurs et services; et elles passent en revue les politiques d'égalité des chances et de distribution équitable au sein des services gouvernementaux. Le premier “ budget pour les femmes ” fut dirigé par le Gouvernement fédéral en Australie en 1984. En 1995, des parlementaires, des ONG et des chercheurs en Afrique du sud lancèrent une Initiative pour le budget des femmes et en 1997 le gouvernement sud-africain y donna suite. Des initiatives en faveur de budgets intégrant une perspective genre, à la fois au sein et en dehors du gouvernement, sont en cours dans des pays aussi divers que le Canada, la Tanzanie, le Royaume-Uni et le Zimbabwe. Généralement, les tentatives d'influence sur la distribution budgétaire des gouvernements en faveur d'une plus grande équité ont remporté plus de succès là où l'engagement en faveur de l'équité est le plus partagé, et là où les budgets intégrant une perspective genre ont des défenseurs au sein des gouvernements ou des parlements. Récemment des efforts ont été faits pour augmenter la connaissance populaire des processus budgétaires, y compris chez les femmes, dans le but de renforcer ces efforts (voir par exemple Hurt et Budlender).

Un certain nombre d'outils utilisables pour l'analyse des budgets adaptés au genre a été identifié, dont: une estimation des politiques prenant en compte le genre; une évaluation des bénéfices décomposée selon les genres; une analyse de l'impact économique des dépenses publiques détaillée selon le genre (voir analyse de l'impact économique); une analyse de l'incidence fiscale décomposée selon les genres; une analyse décomposée selon les genres de l'impact du budget sur l'utilisation du temps; un cadre de politique économique à moyen terme qui tient compte du genre et des spécifications budgétaires intégrant la perspective genre (Elson, 1997a).

Jusqu'à maintenant, l'évaluation des politiques tenant compte des questions de genre est la principale technique adoptée. Elle implique d'identifier les questions de genre explicites ou implicites dans des secteurs ou programmes particuliers, d'identifier la distribution des ressources adoptée dans ces secteurs et d'estimer si la politique/distribution des ressources existante va maintenir ou modifier les inégalités entre hommes et femmes. Par exemple, en Afrique du sud, une proportion plus forte de femmes

---

<sup>1</sup> Remerciements: Je dois des remerciements à Martha Gutierrez de GTZ pour les commentaires éclairés qu'elle a apportés à la première version, et à Hazel Reeves, directrice de BRIDGE, pour son soutien à la rédaction.

que d'hommes est illettrée, ce qui suggère qu'une distribution plus large de ressources publiques en faveur de la formation des adultes mènera à une plus grande équité. De même, les femmes sont plus susceptibles de travailler dans le secteur informel que les hommes, ce qui laisse supposer le besoin d'un soutien plus grand aux petites et microentreprises si on souhaite que les femmes bénéficient des budgets des départements du commerce et de l'industrie.

L'analyse des budgets prenant en compte les questions de genre nécessite des données permettant d'évaluer les entrées (par exemple la distribution du budget ou du personnel), les produits (bénéficiaires) et les effets (par exemple une meilleure santé, une meilleure éducation ou une plus grande disponibilité de temps). Cela passe par l'utilisation de données détaillées selon le genre, par exemple sur l'utilisation des services, du temps, l'état de santé et le niveau d'éducation, l'emploi.

Actuellement, certains pays du Commonwealth conduisent des essais pilotes d'intégration de la perspective genre au sein du ministère en charge du budget, de telle sorte qu'un rapport des dépenses intégrant la perspective genre est soumis aux autorités nationales en même temps que le budget. Un tel rapport impliquerait que le ministère rende compte de la part des dépenses qui est dévolue à des objectifs d'égalité des genres; qu'il indique quels sont les services publics qui ont été identifiés comme susceptibles d'aider à réduire les charges qui pèsent sur les femmes; qu'il rende compte de la part des dépenses qui est affectée à un ministère ou à une " administration " des relations de genre; et qu'il présente un bilan des transferts prioritaires de revenu, de l'emploi dans le secteur public et de certains secteurs spécifiques.